

DIAL 2553

AMÉRIQUE DU SUD - Mercosur-Europe : un projet historique

Theotonio Dos Santos

mercredi 1er mai 2002, mis en ligne par [Dial](#)

Alors que va s'ouvrir à Madrid la seconde rencontre au sommet entre les Quinze et les pays d'Amérique latine, les 18 et 19 mai, nous proposons à nos lecteurs un point de vue sur les relations du MERCOSUR (Marché commun du Sud, qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, avec le Chili et la Bolivie comme membres associés) avec l'Europe. Texte de Theotonio Dos Santos, professeur d'économie, coordinateur de la chaire et du réseau Unesco-Université des Nations unies sur économie globale et développement durable, président du Conseil consultatif des relations internationales de l'Etat de Rio de Janeiro, paru dans [ALAI-America latina en movimiento](#), 26 février 2002.

Au début des années 50, la pensée économique latino-américaine produisit, surtout au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), une abondante littérature sur l'importance de l'intégration économique. A cette époque on ne pouvait imaginer qu'une politique de coopération sidérurgique entre quelques pays européens qui, peu auparavant, s'entretenaient dans une guerre odieuse, parviendrait à constituer cette oeuvre colossale de la coopération humaine qu'est aujourd'hui l'Union européenne.

En Amérique latine nous dûmes assister, impuissants, aux difficultés de la collaboration régionale, initiée par l'Association latino-américaine de libre échange (ALALE) en 1960. Il nous fallut restreindre nos prétentions intégrationnistes sous la pression de la doctrine du panaméricanisme mais, surtout, en raison du lourd héritage de notre passé colonial et de dépendance. Nos infrastructures dans le domaine des routes et des voies de communication étaient essentiellement orientées vers l'exportation de matières premières en direction des centres de l'économie mondiale. Nous ignorions, et jusqu'à aujourd'hui il en est ainsi, ce qui se passait chez nos voisins. Notre diplomatie regardait vers le haut, vers les centres du pouvoir mondial, et accordait une importance secondaire à l'Amérique latine. Dans cette ambiance peu favorable, nous assistâmes à l'affaiblissement de l'ALALE, en cherchant souvent les raisons techniques de son échec, alors qu'en réalité nous subissions les conséquences d'une structure du pouvoir mondial où nous étions plus spectateurs qu'auteurs.

Depuis les années 60 jusqu'à la décennie 80, nous avons réussi à progresser vers une structure économique davantage tournée vers nos marchés internes. Et nous avons intensifié nos relations diplomatiques régionales jusqu'à créer le MERCOSUR. Cette coopération dans le Cône Sud de l'Amérique révéla les potentialités de l'échange entre des économies de développement moyen comme le Brésil et l'Argentine. Le succès du MERCOSUR aboutit à stimuler des initiatives diplomatiques régionales qui eurent une grande répercussion sur le destin des Amériques et de nos relations avec le reste du monde. Aujourd'hui nous constatons l'enthousiasme que cette expérience, même restreinte et localisée, a suscité dans tout le sous-continent sud-américain. Les pays qui forment le Pacte andin et le Pacte amazonien désirent ardemment se joindre au MERCOSUR, considéré comme une expérience réussie de coopération économique et diplomatique.

Nous avons réussi à rompre l'immobilisme diplomatique fondé sur la peur d'affronter le panaméricanisme dominant sans partage. Nous avons réussi à construire une coopération ibéro-américaine, avec l'appui manifeste de l'Union Européenne. En 1989, les présidents d'Amérique latine purent se rencontrer, pour la première fois, lors du premier sommet ibéro-américain. Nous avons rompu, en définitive, les amarres qui nous empêchaient de nous percevoir nous-mêmes comme une identité culturelle complexe, comme des frères ayant des intérêts économiques et politiques communs. Pour cette raison, nous qui aspirons depuis toujours à une unité de l'Amérique latine, avons vu avec une grande satisfaction que l'Union européenne ait compris l'importance géopolitique de la coopération de l'Amérique latine et des Caraïbes (de plus en plus identifiées à nous) avec la nouvelle Europe, qui naît de la ferme décision de créer sa propre monnaie et de garder, jusqu'à ses conséquences ultimes, l'esprit de coopération entre les peuples. Nous voulons faire partie de cette aventure européenne. Nous ne partageons en aucune manière les doutes et le scepticisme de ceux qui ne croient pas à la capacité des Latino-Américains et des Européens à construire une coopération active et fructueuse. Nous ne réduisons pas la proposition européenne d'une intégration entre le MERCOSUR et l'Union européenne à un projet de zone de libre-échange. Nous savons que la perspective européenne n'est pas celle d'une ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) inter-atlantique. Il s'agit de la création d'un espace de coopération économique, sociopolitique et culturelle. Nous ne sommes pas d'accord sur la réduction de ce débat à un dessein avoué de nos technocrates d'exiger des Européens une cohérence avec les idées néolibérales, lesquelles n'ont jamais vraiment orienté la réalité européenne. Cela n'a pas de sens d'exiger que l'Europe abandonne son concept de sécurité alimentaire (qui, indiscutablement, doit beaucoup à un grand Brésilien, Josué de Castro, aujourd'hui oublié à cause de la dictature brésilienne) comme condition de progrès pour l'intégration, qui a une si grande signification pour les deux communautés. Il est tout à fait possible d'avancer point par point et d'établir des accords spécifiques et bilatéraux tels qu'ils permettent une plus grande participation de nos produits agro-industriels à l'économie européenne.

Il est aussi possible d'avancer sur des accords de coopération scientifique et sur l'échange d'investissements. Il existe un précédent important dans ce sens : le progrès de la coopération ibéro-américaine. Si nous prêtons attention à la constitution et au développement des sommets ibéro-américains, nous verrons qu'ils représentèrent un bond géopolitique pour l'Amérique latine. La première réunion des présidents latino-américains eut lieu à l'occasion de la création de ces sommets ibéro-américains. Nous avons toujours été interdits, par les Etats-Unis, de réunion hors présence du géant du nord. La doctrine Monroe voulut nous assujettir à un panaméricanisme suicidaire. Le leader autoproclamé des Amériques et du monde ne voyait pas et continue de ne pas voir d'un bon oeil notre identité ibéro-américaine. Cependant les faits démontrèrent que lorsque la communauté européenne soutint le projet de reconstitution d'un héritage historique si profond, comme l'est l'ibéro-américanisme, ce projet se développa, prit racine et s'établit définitivement. Il en fut de même quand le Brésil et l'Argentine surmontèrent une rivalité, manipulée historiquement par des intérêts favorables à une balkanisation de l'Amérique latine, et établirent le MERCOSUR. Le saut obtenu dans notre commerce extérieur en moins d'une décennie est une preuve de la force d'une perspective de coopération latino-américaine. L'Argentine vit à nouveau ce projet après que ses ennemis aient essayé d'empêcher sa continuation en tentant d'établir un faux dilemme entre le MERCOSUR et notre intégration dans l'économie mondiale.

A l'inverse de ce que pensent ces messieurs qui représentent une vieille oligarchie d'inspiration coloniale, notre intégration dans l'économie mondiale ne sera pas réalisée par la soumission aux diktats des grandes puissances, mais par notre intégration régionale et nationale.

Seules les nations bien intégrées intérieurement peuvent occuper une position privilégiée dans le commerce mondial. Voyez l'exemple récent du Brésil. En ouvrant unilatéralement toutes ses portes au commerce mondial, il n'a obtenu que l'effondrement de ses exportations et maintenant de ses importations, après l'inévitable dévaluation de sa monnaie en janvier 1999. Comme résultat de cette intégration subordonnée au marché mondial, le Brésil a diminué sa participation au commerce mondial, passant de 1,2% à 0,8%. Ce qui veut dire que la politique d'ouverture irresponsable, au lieu de nous mondialiser, comme elle nous le promettait, n'est parvenu qu'à nous déglobaliser.

Il ne s'agit pas de fermer des économies qui, contrairement à ce que l'on dit, ont toujours été ouvertes et

soumises au marché mondial. Il s'agit d'assurer un chemin efficace d'intégration dans le marché mondial, et pour cela nous devons savoir respecter nos origines historiques, nos héritages culturels et nos intérêts géopolitiques réels. Et notre projet d'affirmation culturelle passe évidemment par la reconnaissance de nos racines ibériques et de notre aventure commune latino-américaine. A l'heure actuelle, les investissements espagnols ont acquis un rôle spécial au Brésil et dans toute l'Amérique latine. C'est bon signe. Il ne s'agit pas d'éloigner les capitaux nord-américains, mais de contrebalancer n'importe quelle domination unilatérale dans la région.

Bien entendu, nous reconnaissons la réalité de notre hémisphère, sans pourtant avoir jamais joué un rôle quelconque de protagoniste dans sa configuration stratégique. Juscelino Kubitschek, par exemple, lança l'Opération panaméricaine (OPA) en 1959, mais il sut en même temps rompre avec le Fonds monétaire international qui voulait bloquer son Plan d'Objectifs grâce auquel le Brésil progressa de 50 ans en 5 ans.

L'OPA fut sûrement un des antécédents de l'Alliance pour le progrès, mais on ne lui a reconnu aucun rôle dans la formulation et l'implantation de cette dernière. L'Organisation des États américains (OEA) reçut un puissant soutien brésilien, mais elle est devenue, pendant des années, un simple appendice de la politique extérieure nord-américaine.

Tout cela est très différent du projet de coopération ibéro-américaine que développe l'Amérique Latine en lien avec l'Espagne et le Portugal, et qui commence à porter ses fruits dans plusieurs secteurs. Nous pouvons trouver là les prémices d'une future coopération euro-latino-américaine qui changera positivement la direction de notre insertion internationale avec l'ouverture de nouvelles options commerciales, technologiques et culturelles.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2553.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [ALAI-America latina en movimiento](#), 26 février 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.